que 3.8 millions de Canadiens vivent dans la misère, qu'ils aient un emploi ou non. Cette situation devrait émouvoir les Canadiens et, pourtant, nous ne faisons rien pour y remédier.

Le gouvernement parle d'engagements. Or, le parti libéral s'est engagé durant la dernière campagne électorale à instaurer l'assurance médicale qui permettrait à tous les citoyens canadiens de se faire rembourser leurs factures médicales au delà de \$25 par année. Mais rien n'a été fait à cet égard. Le gouvernement a promis à la jeunesse canadienne 10,000 bourses de \$1,000 chacune pour quatre ans. Cela aussi est resté lettre morte. Bien plus, le gouvernement a modifié cette promesse et a décidé d'offrir aux étudiants des prêts sans intérêt. Mais nous sommes à la mi-juin et aucune mesure n'a été adoptée; or, si nous voulons que les étudiants bénéficient de cette mesure, il faudrait l'adopter bien avant l'ouverture de l'année universitaire.

Au cours de la campagne électorale, le gouvernement a fait grand état du fait qu'il voulait instituer une société d'expansion canadienne nantie d'une caisse à cette fin. Au dire du gouvernement, il s'agissait là d'une fonction clé de son programme d'expansion économique. Ce programme assurerait des emplois et créerait de nouvelles industries dans les régions moins favorisées; il permettrait aux Canadiens de reprendre la maîtrise de leur économie. Une résolution à cet égard figurait au *Feuilleton* l'autonne dernier. Mais elle a été reléguée aux oubliettes et nous n'en avons plus entendu parler.

Le gouvernement a encore promis aux Canadiens de faire quelque chose pour que nous puissions reprendre la direction de notre économie. La plupart des honorables députés se rappelleront qu'avant les élections, le ministre des Finances devait, tel un nouveau saint Georges, lutter contre la domination des États-Unis sur l'économie canadienne. On se rappellera l'article qu'il avait écrit et distribué par millions d'exemplaires, intitulé «Rachat de l'économie canadienne». Qu'est-il arrivé?

M. Herridge: Il a été désarçonné par ses propres collègues.

M. Douglas: Saint Georges s'est avancé pour combattre, mais les quelques coups d'épée qu'il a donnés n'ont pas réussi à blesser le dragon; ils lui ont tout juste attiré des ennuis. Le dragon, par la voix du sous-secrétaire américain George S. Ball, a rugi; le ministre des Finances et le gouvernement se sont enfuis, laissant aux Américains la haute

main sur notre économie. Va pour un drapeau canadien, mais encore faudrait-il que le gouvernement se préoccupe de savoir à qui appartient l'immeuble où il battra. A quoi bon un symbole d'indépendance nationale si le Canada est devenu le satellite économique des États-Unis? Aussi bien choisir alors, comme drapeau, l'aigle américain enserrant un castor dans ses griffes.

Lors des dernières élections, le gouvernement s'est vanté d'être le seul parti à pouvoir se porter garant d'un fédéralisme coopératif. Le voilà au pouvoir depuis plus d'un an, mais rien d'essentiel ne s'est accompli pour boucher les brèches qui sont apparues dans notre régime fédéral. En soi, un drapeau ne saurait assurer l'unité. L'unité s'obtient quand un pays se rallie autour d'un même but, quand un gouvernement n'hésite pas à s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux que le peuple affronte et à le rassembler autour d'une politique nationale. C'est alors qu'un drapeau, symbole d'unité nationale, veut dire quelque chose.

Le Nouveau parti démocratique appuie l'idée d'un drapeau national distinctif. Mais nous nous inscrivons en faux contre l'échelle des valeurs et l'ordre de priorité adoptés par le gouvernement. Ce drapeau ne remplira pas les ventres affamés ni ne fournira d'emplois aux milliers de chômeurs. Il n'assurera pas les soins médicaux à l'enfant malade ni n'allégera le fardeau du pauvre ou de l'affligé.

Il ne donnera pas de logement convenable aux vieillards, ni aux jeunes les moyens de s'instruire. Il ne contribuera en rien à assurer au Canada l'indépendance sociale et économique dans une ère où la domination par les entreprises des États-Unis étend ses tentacules sur l'économie du Canada. Tels sont les problèmes qui assaillent notre pays et, jusqu'ici, l'apport principal du gouvernement a été d'employer son temps et celui du Parlement à une controverse inopportune sur cette question de drapeau. Le gouvernement a mis la charrue devant les bœufs. Nous devrions, je pense, renforcer le pays et l'unir. Nous serions alors en mesure de parler plus intelligemment d'un drapeau. Nous aurions pu nous occuper d'abord du programme législatif dont nous sommes saisis et nous occuper ensuite de la question du drapeau. Il y aurait eu amplement de temps pour débattre le projet de résolution sur le drapeau l'autonne ou l'hiver prochain.

Je désire également dire un mot de la méthode employée par le gouvernement pour présenter cette mesure. Je reconnais que la question est difficile. Le gouvernement aurait été bien avisé, je pense, de choisir deux ou